



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE LA RÉUNION

BUREAU DES SOUTIENS ET DES FINANCES

SECTION BUDGET ADMINISTRATION

Caserne Vérines – 61 rue Victor Mac-Auliffe

B.P 92036

97405 SAINT-DENIS Cedex

Tél : 02.62.93.78.67

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Marché passé selon une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 et
des articles R2123-1 à 7 du code de la commande publique

**Prestations de curage, de vidange et d'entretien des
installations et réseaux divers du COMGENDRE (974)**

Le présent CCAP comporte 18 pages.

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP).....	1
ARTICLE 1 - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ.....	4
1.1 Liminaire.....	4
1.2 Objet du marché.....	4
1.3 Catégorie de marché.....	4
1.4 Forme et montant du marché.....	4
1.5 Allotissement.....	4
1.6 Date d'effet et durée du marché.....	5
1.7 Non reconduction du marché.....	5
1.8 Prestations similaires.....	5
1.9 Sous-traitance.....	5
ARTICLE 2 – PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 – IDENTIFICATION ET RÔLE DES PARTIES.....	6
3.1 Le titulaire.....	6
3.2 Le COMGENDRE.....	6
3.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).....	6
3.2.2 Bénéficiaires.....	7
3.2.3 Ordonnateur secondaire.....	7
3.2.4 Comptable assignataire.....	7
ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	7
4.1 Obligations du titulaire.....	7
4.1.1 Obligations de confidentialité.....	7
4.1.2 Protection de la main-d'œuvre et de l'environnement.....	7
4.1.3 Assurances.....	8
4.1.4 Obligation du personnel.....	8
4.1.5 Continuité des prestations.....	8
4.1.6 Modifications administratives et juridiques.....	8
4.2 Obligations de l'Administration.....	9
ARTICLE 5 – MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION.....	9
5.1 Accès aux sites.....	9
5.2 Contrôle élémentaire.....	9
5.3 Contrôle des véhicules et des personnes.....	9
5.4 Mesures de prévention.....	10
5.5 Clauses particulières.....	10
ARTICLE 6 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....	11
6.1 Contenu des prix.....	11
6.2 Forme des prix.....	11
6.3 Date d'établissement des prix.....	11
6.4 Révision des prix.....	11
6.5 Clause de sauvegarde.....	12
ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	13
7.1 Responsabilité du titulaire.....	13
7.2 Clauses techniques particulières.....	13
7.3 Exécution des prestations.....	13
7.3.1 Conditions d'exécution.....	13
7.3.2 Délai d'exécution.....	13
7.3.3 Lieux d'exécution.....	13
7.3.4 Exécution aux frais et risques du titulaire.....	13
7.4 Contrôle des prestations.....	14
7.5 Pénalités.....	14
7.5.1 Pénalités pour retard.....	14
7.5.2 Pénalités pour non-respect des obligations.....	14
7.5.3 Exonération.....	14

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE PAIEMENT.....	15
8.1 Généralités.....	15
8.2 Avance.....	15
8.3 Remise des factures.....	15
8.4 Règlement.....	15
8.5 Délai de paiement.....	15
ARTICLE 9 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES.....	16
9.1 Dispositions applicables en cas de titulaires étrangers.....	16
9.2 Lutte contre le travail dissimulé.....	16
9.3 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire.....	16
9.4 Litiges et résiliation.....	17
9.4.1 Médiation interne.....	17
9.4.2 Différends et litiges.....	17
9.4.3 Résiliation du marché.....	18
ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	18

ARTICLE 1 - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES DU MARCHÉ

1.1 Liminaire

Le code de la commande publique est nommé « Code » dans le présent document.

1.2 Objet du marché

La consultation a pour objet des prestations de curage, de vidange et d'entretien des installations et réseaux divers au profit des unités du commandement de la gendarmerie de La Réunion (COMGENDRE) (974).

Le code CPV pour ce marché de services est le suivant :

- 90000000-7 « Services d'évacuation des eaux usées et d'élimination des déchets, services d'hygiénisation et services »

Le contenu et les modalités d'exécution des prestations sont stipulés dans les pièces contractuelles du marché (CCAP et CCTP).

1.3 Catégorie de marché

Ce marché entre dans la catégorie des marchés de services.

1.4 Forme et montant du marché.

Chaque lot de la présente procédure donne lieu à la conclusion d'un marché dont le montant est porté à l'acte d'engagement et son annexe financière.

Type	Objet et forme
Poste 1	Maintenance Annuelle (selon planning)
Poste 2	Maintenance Corrective - À Bon de commande (au fur et à mesure des besoins du COMGENDRE)

1.5 Allotissement

L'ensemble des prestations, objet de la présente procédure, se décompose en 3 lots :

COMGEND Réunion	
Lot n°	Zone et localisation précise
1	Zone Nord : sans montant minimum - montant maximum de 20 000 € HT Poste 1 : Maintenance Annuelle Poste 2 : Maintenance Corrective
2	Zone Ouest : sans montant minimum - montant maximum de 50 000 € HT Poste 1 : Maintenance Annuelle Poste 2 : Maintenance Corrective
3	Zone Est : sans montant minimum - montant maximum de 20 000 € HT Poste 1 : Maintenance Annuelle Poste 2 : Maintenance Corrective

1.6 Date d'effet et durée du marché

Le présent marché est conclu pour une 1ère période partant de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2025.

Il pourra être reconduit 2 fois par tacite reconduction pour :

- une 2ème période, débutant le 1er janvier 2026 et se terminant le 31 décembre 2026,
- une 3ème période, débutant le 1er janvier 2027 et se terminant la veille de la date d'anniversaire de l'accord-cadre.

La durée totale du marché (reconductions incluses) ne pourra pas dépasser 36 mois.

Conformément à l'article R2112-4 du « Code », le titulaire ne peut s'opposer à leur reconduction.

Si au terme du marché, aucun prestataire n'est désigné pour assurer la suite des prestations (déclaration sans suite pour infructuosité) ou si le nouveau marché n'est pas encore notifié au nouveau prestataire, le titulaire sera alors tenu de poursuivre l'exécution des prestations dans les mêmes conditions pour une durée qui ne saurait, en tout état de cause, excéder trois (3) mois, sur simple avenant émanant du représentant du pouvoir adjudicateur.

1.7 Non reconduction du marché

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire la non reconduction du marché avec un préavis de 3 mois, via la messagerie sécurisée de la PLACE qui générera un accusé réception.

Dans ce cas, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part de l'Administration.

Toutefois, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période de validité en cours.

1.8 Prestations similaires

En vertu de l'article R2122-7 du "Code", le RPA peut recourir à la procédure négociée, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires.

1.9 Sous-traitance

Conformément à l'article L2193-1 du "Code", le titulaire peut, dans les conditions prévues aux articles R2193-3 et R2193-4 du « Code », sous-traiter l'exécution des prestations, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement. Dans ce cas, le titulaire reste solidairement responsable avec le sous-traitant envers l'Administration du parfait accomplissement du contrat.

Conformément à l'article R2193-10 du « Code », le seuil prévu à l'article L2193-10 à partir duquel un sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur est fixé à 600 euros toutes taxes comprises. Le paiement s'effectue conformément aux articles R2193-11 à R2193-16 du « Code ».

En cas de sous-traitance non autorisée, le titulaire encourt la résiliation du marché dans les conditions décrites à l'article 32 du CCAG/FCS.

ARTICLE 2 – PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement [AE (ATTRI1)] et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par acte de modification ;

2. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'Administration fait seul foi ;

3. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'Administration font seul foi ;

4. le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable pour l'exécution des marchés est le CCAG/Fournitures courantes et services (CCAG/FCS - arrêté du 30 mars 2021).

5. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché, le cas «échéant ».

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

NOTA : Le « Code » et le CCAG/FCS sont disponibles gratuitement sur le site Internet legifrance.gouv.fr

(*)

Par "modification", il convient d'entendre toute modification faite en cours d'exécution du marché affectant les conditions d'exploitation initialement convenues entre les parties lors de sa conclusion. Toute modification du contenu du marché doit faire l'objet d'un acte de modification dès lors qu'elle ne bouleverse pas l'économie du marché, ni n'en change l'objet. Une fois conclu, l'acte de modification devient partie intégrante du marché.

ARTICLE 3 – IDENTIFICATION ET RÔLE DES PARTIES

3.1 Le titulaire

Par "titulaire", il faut entendre la société en charge de l'exécution du marché, et ce indépendamment de sa forme juridique. Cette désignation inclut également son ou ses employés, ainsi que son ou ses représentants. Elle désigne en outre son ou ses éventuels sous-traitants.

3.2 Le COMGENDRE

Par "COMGENDRE", il faut entendre les différents services du commandement de la gendarmerie de la Réunion, notamment :

3.2.1 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Le Général, commandant de la gendarmerie de la Réunion et de la zone sud de l'océan indien est le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).

Il agit pour toutes les formalités de :

- lancement de la consultation ;
- notification du marché ;
- suivi administratif du marché ;
- établissement des avenants ;
- contentieux ;
- résiliation du marché ;
- mandatement.

Le Bureau Soutiens Finances / Section Budget Administration (BSF/SBA) est en charge de l'exécution contractuelle du marché.

3.2.2 Bénéficiaires

La liste et adresses des sites d'intervention sont indiqués en annexe n°2 du CCTP.

3.2.3 Ordonnateur secondaire

L'ordonnateur secondaire chargé de l'exécution financière du marché est le centre de service partagé interministériel chorus (CSPI C).

Il est en charge :

- de l'émission des engagements juridiques sur Chorus (EJ) ;
- du traitement des factures.

3.2.4 Comptable assignataire

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques de La Réunion.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du titulaire

4.1.1 Obligations de confidentialité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité, sont applicables au présent marché. En cas de violation de ces obligations, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

4.1.2 Protection de la main-d'œuvre et de l'environnement

Le titulaire est soumis aux lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en application des dispositions de l'article 6 du CCAG/FCS.

Il s'engage également à respecter, à appliquer et à faire respecter les textes légaux et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail et sécurité.

En cas d'évolution de la législation en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le RPA, afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un acte de modification par les parties du marché.

4.1.3 Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité civile professionnelle à l'égard du RPA et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ainsi que pour les dégradations occasionnées au matériel, hors faute d'un bénéficiaire.

A tout moment, l'Administration peut demander au titulaire de fournir une justification qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie et ce, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

4.1.4 Obligation du personnel

Le titulaire est responsable des actes et fautes commis par son personnel dans les locaux de l'Administration. Il est tenu de réparer ou d'indemniser le préjudice qui en résulte pour la personne publique.

Le personnel doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers et de l'usage des matériels et équipements de l'Administration.

Le personnel qui a eu connaissance de renseignements ou documents quelconques, est tenu de les maintenir confidentiels.

Le titulaire doit doter le personnel d'exécution de vêtements de travail et/ou d'équipement de protection individuelle (EPI) appropriés aux tâches à accomplir et conformes à la réglementation. Le vêtement de travail devra comporter de façon apparente le sigle de l'entreprise. La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces articles restent à la charge du titulaire.

Le personnel devra se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé. En cas de refus de sa part, le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

4.1.5 Continuité des prestations

Le titulaire est tenu d'assurer sans interruption l'exécution des prestations prévues durant toute la durée du marché. Il veille notamment à mettre en place du personnel en nombre suffisant pour une bonne exécution de la prestation dans les conditions prévues au CCTP.

En cas d'arrêt de travail pour fait de grève de ses personnels, le titulaire reste tenu d'exécuter intégralement les prestations prévues. Les moyens d'organisation du service de substitution doivent être dans ce cas soumis préalablement à l'agrément du RPA.

4.1.6 Modifications administratives et juridiques

Toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché devra être impérativement et immédiatement notifiée, par lettre recommandée avec accusé de réception au RPA.

Sans que cette liste soit exhaustive, celle-ci pourra concerner : la personne ayant le pouvoir d'engager la société, la forme de l'entreprise, sa raison sociale ou dénomination, son adresse, le numéro de compte bancaire à créditer (notamment en cas de contrat d'affacturage intervenant en cours d'exécution du marché), etc.

4.2 Obligations de l'Administration

L'Administration avise le titulaire, dans les meilleurs délais et par écrit, de toutes modifications administratives et juridiques entraînant un changement dans l'exécution du marché.

ARTICLE 5 – MESURES DE SÉCURITÉ ET DE PRÉVENTION

5.1 Accès aux sites

Le titulaire sera soumis aux consignes des différents sites du marché, lorsqu'il se trouve dans leur enceinte. Les prestations seront exécutées sous la direction et la responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux prescriptions des différentes emprises du présent marché.

L'Administration se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat du personnel jugé par elle indésirable ou ne donnant pas satisfaction.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

5.2 Contrôle élémentaire

Les prestations étant à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, le titulaire doit observer les dispositions particulières que le bénéficiaire lui a fait communiquer. Le titulaire est informé que les personnes travaillant dans le cadre du marché, ainsi que lui-même, seront soumis à un contrôle de sécurité.

Le titulaire devra transmettre les éléments permettant à l'autorité contractante de procéder à des enquêtes administratives dites « contrôles élémentaires ». L'Administration se réserve le droit de demander le remplacement de toute personne ayant fait l'objet d'un avis défavorable. La non-habilitation n'a pas à être motivée. Le titulaire s'engage à remplacer obligatoirement les personnes qui ne seraient pas agréées par l'autorité de contrôle.

De plus, le titulaire s'engage à ne présenter aux procédures de contrôle de sécurité que des personnes appartenant à son entreprise ou à ses sous-traitants désignés. Par ailleurs, si de nouveaux salariés sont affectés à l'exécution des prestations au cours du marché, le titulaire a l'obligation d'en informer préalablement le RPA avec un préavis d'un (1) mois avant l'affectation sur site. La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

Tout manquement aux mesures de sécurité peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire sans préjudice des peines prévues par les dispositions légales relatives aux crimes et délits

contre la sûreté de l'État. A ce titre, à l'intérieur des enceintes militaires, le titulaire et ses sous-traitants éventuels sont soumis aux consignes des établissements.

5.3 Contrôle des véhicules et des personnes

Le personnel devra se conformer aux règles et consignes de sécurité appliquées sur les sites de l'Administration et se soumettre à d'éventuels contrôles. En cas de refus de sa part, le titulaire devra répondre des agissements de son personnel conformément aux règles de droit commun.

L'accès à l'établissement sera refusé à toute personne n'ayant pas rempli toutes les conditions mentionnées dans cet article.

Le titulaire communiquera la :

- liste comportant l'identité précise (correspondant aux noms et prénoms inscrits sur les pièces d'identité) de l'ensemble de son personnel affecté aux prestations ;
- liste de ses véhicules.

Toute modification de la liste des personnels ou des véhicules devra être immédiatement signalée à tous les responsables de sites (avec copie au bureau achats publics).

Le non-respect de ces mesures pourrait entraîner la résiliation du marché sans préavis, ni indemnités.

Les différents véhicules du titulaire peuvent faire l'objet de contrôles inopinés dans les cas suivants :

- à l'entrée du site : en cas de refus du contrôle, le véhicule en question ne peut pénétrer à l'intérieur de l'enceinte militaire,
- à l'intérieur du site : sur saisine de l'autorité militaire et sans qu'il puisse lui être opposé un quelconque refus de la part de l'entrepreneur,
- dans le cadre d'une enquête judiciaire.

5.4 Mesures de prévention

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions des articles R4511-1 et R4514-10 du code du travail relatives aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectués dans un organisme bénéficiaire par une ou plusieurs entreprises extérieures. Le titulaire s'engage pour ce qui le concerne à s'y conformer (Cf. annexe 3 au CCTP – Plan de prévention).

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire reconnaît devoir en informer le chef de l'organisme bénéficiaire utilisateur.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal.

Avant le début d'exécution du marché, le titulaire prendra contact avec le chargé de prévention de l'organisme bénéficiaire pour l'établissement du plan de prévention.

5.5 Clauses particulières

En cas d'alerte (exercice ou réelle), quelle que soit sa nature, le personnel et son véhicule pourront être appelés à quitter les lieux concernés et à se conformer aux instructions des responsables militaires présents.

L'inexécution des prestations contractuelles définies à la suite de telles alertes ne fera courir aucune pénalité de retard à la charge du titulaire du marché. Celui-ci ne pourra prétendre à une quelconque indemnité de ce fait.

ARTICLE 6 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX

6.1 Contenu des prix

Les prix sont de type unitaire par intervention, hors taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et comprennent l'ensemble des éléments prévus dans l'article 3 du CCTP. Les prix sont établis en euros, en chiffres et comportent deux décimales.

6.2 Forme des prix

Les prix initiaux sont unitaires et définitifs. Ils sont réputés fermes pendant la première période du marché. Ils sont ensuite révisibles, à la demande du titulaire, selon les dispositions figurant à l'article 6.4 du CCAP, dès lors que le marché est reconduit.

6.3 Date d'établissement des prix

Les prix initiaux (mois 0) sont établis à la date dite « date d'établissement des prix », soit le mois de janvier 2025.

6.4 Révision des prix

Les prix unitaires sont réputés fermes pendant la première période du marché puis ils seront révisibles annuellement, dès lors que le marché est reconduit, sur demande du titulaire au RPA, par application de la formule suivante :

La révision des prix est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient de révision donné par la formule :

$$x \quad \text{Coefficient Déplacement} = T_n/T_0$$

dans laquelle :

T_n : dernière valeur connue de cet indice au premier jour du mois précédant la révision (1er décembre), y compris lorsqu'il s'agit d'une valeur provisoire ;

T₀ : valeur au mois zéro de l'indice trimestriel des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 49.41 – Transport routier de fret de proximité - Prix de marché – Base 2021 (identifiant INSEE 010766768) ;

$$\times \text{ Coefficient Prestations} = 0,8 \times \text{ICHT-En/ICHT-E0} + 0,2 \times \text{CPF 38.2n/CPF 38.20}$$

dans laquelle :

ICHT-En : dernière valeur connue de cet indice au premier jour du mois précédant la révision (1er décembre), y compris lorsqu'il s'agit d'une valeur provisoire ;

ICHT-E0 : valeur au mois zéro de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Eau, assainissement, déchets, dépollution (NAF rév. 2 section E) - Base 100 en décembre 2008 (identifiant INSEE 001565187) ;

CPF 38.2n : dernière valeur connue de cet indice au premier jour du mois précédant la révision (1er décembre), y compris lorsqu'il s'agit d'une valeur provisoire.

CPF 38.20 : valeur au mois zéro de l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français CPF 38.2 – traitement et élimination des déchets – Prix de marché – Base 2021 (identifiant INSEE 010764305) ;

Le titulaire du marché fera parvenir sa proposition de révision des prix, établie selon la formule précitée, au plus tard un mois avant la date anniversaire du marché, délai pendant lequel le RPA procédera à leurs vérification et validation.

Si toutefois ce délai n'était pas respecté, l'application des nouveaux tarifs ne pourrait se faire qu'après leur validation par le RPA dans un délai de 30 jours après leur réception.

La révision des prix prendra effet au 1er janvier sur la base des nouveaux prix s'ils sont acceptés par l'Administration.

Les propositions seront adressées via la plateforme PLACE ou par courrier avec A/R à :

Commandement de la gendarmerie de La Réunion

Bureau Soutien Finances

Section Budget Administration (SBA)

9 boulevard du Chaudron

97490 STE CLOTILDE

Tél : 02 62 93 78 67

sba.bsf.comgendre@gendarmerie.interieur.gouv.fr

6.5 Clause de sauvegarde

Cette augmentation est calculée sur le montant total annuel du marché. En cas d'augmentation annuelle supérieure à 3 %, le RPA se réserve le droit de résilier le marché, sans que cette résiliation n'ouvre droit à l'indemnisation du titulaire.

ARTICLE 7 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

7.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité d'exécuter une prestation conforme aux clauses du présent marché. Il doit obtenir le résultat demandé et défini au CCTP.

7.2 Clauses techniques particulières

Le titulaire s'engage à assurer, pendant toute la durée du marché, l'exécution des prestations définies au CCTP.

Les prestations doivent être conformes à la réglementation spécifique à la profession. En particulier, le titulaire devra respecter totalement l'ensemble des normes anti-pollution applicables à La Réunion.

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions réglementaires de conformité du matériel utilisé afin d'éviter une pollution accidentelle de l'environnement.

Pendant toute la durée du contrat, le titulaire est seul responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts et dommages produits par eux lors de l'exécution des prestations.

7.3 Exécution des prestations

7.3.1 Conditions d'exécution

Les demandes de prestations sont effectuées par la Section Immobilier Logement (SIL) et seront notifiées au titulaire par courriel.

7.3.2 Délai d'exécution

Les prestations seront exécutées dans un délai de 15 jours calendaires à compter de l'émission du mail par le COMGENDRE.

Le point de départ du délai d'exécution est la date d'accusé de réception du mail.

Le COMGENDRE et le titulaire mettront en place d'un commun accord une programmation annuelle des prestations en fonction du nombre d'interventions prévues au marché, dès la notification du marché et à chaque reconduction.

Une copie de ces programmations sera adressée par le titulaire à la Section Budget Administration.

Concernant la prolongation du délai d'exécution les stipulations prévues à l'article 13.3 du CCAG /FCS s'appliquent.

7.3.3 Lieux d'exécution

Les prestations objet du présent marché sont à exécuter sur les sites dont les adresses sont mentionnées en annexe n°2 du CCTP et sont susceptibles de changer durant l'exécution du marché.

7.3.4 Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de défaillance avérée du titulaire, le service pourra être assuré aux frais et risques de ce dernier en application des dispositions de l'article 36 du CCAG/FCS.

Lorsque le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé via la messagerie sécurisée de la PLACE qui générera un accusé réception.

7.4 Contrôle des prestations

Les prestations doivent être conformes aux spécifications particulières décrites au CCTP.

Habituellement, la direction des opérations appartient au titulaire. Cependant, l'Administration se réserve le droit de surveiller tout ou une partie des opérations et de donner à l'entrepreneur toutes directives qu'elle estime utiles dans le cadre de la réglementation en vigueur. Cette intervention ne dégage pas l'entreprise de ses responsabilités et de l'obligation générale qui lui incombe de conduire les opérations selon les règles de la profession.

La prestation est recevable lorsque celle-ci a été soumise à des contrôles effectués par l'autorité chargée du suivi de la bonne exécution du marché et destinés à vérifier qu'elle a été réalisée conformément aux stipulations du marché.

Le titulaire remettra au responsable du site un rapport et un certificat d'intervention.

Si la Section Immobilier Logement, demandeur de la prestation, constate des manquements dans l'exécution de celle-ci, il en informe par le biais d'une fiche incident, la Section Budget Administration, qui met en demeure le titulaire du marché de parfaire ses prestations.

La seule autorité compétente à saisir en cas de contestations éventuelles est le RPA.

7.5 Pénalités

7.5.1 Pénalités pour retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque les délais prévus à l'article 7.3.2 sont dépassés, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités d'un montant de 25€ HT par jour de retard.

Ces pénalités seront déduites sur le montant des factures à mandater ou, en cas de dépassement, par émission d'un titre de perception.

7.5.2 Pénalités pour non-respect des obligations

Lorsque le titulaire ne respecte pas ses obligations en matière de délivrance des pièces prévues à l'article R2143-8 du « Code », dans les quinze jours calendaires suivant la demande de l'Administration, le titulaire encourt une pénalité de cinquante euros hors taxes par jour calendaire de retard sans que le montant total de cette pénalité ne dépasse 10% du montant total des prestations programmées au titre du présent marché.

7.5.3 Exonération

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire est exonéré, automatiquement et sans formalité, des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 € HT par un ensemble de prestation pénalisé.

ARTICLE 8 – MODALITÉS DE PAIEMENT

8.1 Généralités

Le règlement des sommes dues en vertu du présent marché est effectué dans les conditions prévues aux articles R2191- 23 à R2191-31 du « Code ». Le titulaire doit indiquer toutes les mentions précisées à l'article 8.3 infra pour toute demande de paiement.

8.2 Avance

Les conditions d'exécution du marché n'ouvrent pas droit au versement de l'avance.

8.3 Remise des factures

Les factures sont obligatoirement transmises par voie dématérialisée accompagnées d'une copie de votre bon de commande ou indiquer ses références (le numéro du bon de commande figurant en haut à droite du document), conformément à l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014, par le portail internet CHORUS-PRO <https://chorus-pro.gouv.fr>, et une copie sera adressée par mail à : sil.bsf.comgendre@gendarmerie.interieur.gouv.fr

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-7 du code de la commande publique, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées devront comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les éléments suivants :

- Le numéro du marché
- Le numéro SIRET du service bénéficiaire (État)
 - Le code du service exécutant (SE) de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
 - Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».
- un relevé d'identité bancaire.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des Finances publiques de La Réunion.

8.4 Règlement

Le règlement intervient par virement direct au crédit du compte ouvert au nom du titulaire dont les coordonnées figurent au présent marché.

8.5 Délai de paiement

Le délai global de paiement est de trente (30) jours.

Le défaut de paiement dans les délais indiqués fait courir de plein droit, et sans autres formalités, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément au décret 2022-232 du 21 février 2022 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics modifié par le décret 2008-408 du 28 avril 2008, le point de départ du calcul de ce délai est la date de réception de la demande de paiement ou la date d'admission des prestations exécutées si celles-ci est postérieure à la précédente. Si aucune date ne peut être identifiée, le point de départ du calcul est la date de la facture augmentée de deux (2) jours.

Le taux des intérêts moratoires est porté au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) à son opération de refinancement la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

ARTICLE 9 – CLAUSES ADMINISTRATIVES DIVERSES

9.1 Dispositions applicables en cas de titulaires étrangers

L'euro est la monnaie de compte du marché.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, et aura droit à ce que l'Administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

Tous les documents du marché, notices techniques, correspondances, factures sont impérativement rédigés en français.

En cas de litige, la loi française est seule applicable.

9.2 Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire a l'obligation de produire tous les six mois jusqu'à la fin du marché, les documents énumérés par l'article D8222-5 du code du travail.

Le dépôt des pièces peut s'effectuer via le site e-Attestations : <https://e-attestations.com/>

9.3 Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, la copie du jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est adressée immédiatement par le titulaire du marché au représentant du pouvoir adjudicateur. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le représentant du pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution du marché.

Cette mise en demeure est adressée au titulaire en cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si celui-ci est expressément autorisé par le juge-commissaire à décider de la poursuite ou de la résiliation du marché.

En cas de réponse négative, ou en l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être

prolongé ou raccourci, si, avant l'expiration dudit délai, le juge-commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de la décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, le représentant du pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période définie par la décision de justice.

9.4 Litiges et résiliation

9.4.1 Médiation interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « relations fournisseurs » du Ministère de l'intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 (trois) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartient à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

9.4.2 Différends et litiges

Si des difficultés devaient s'élever entre le commandement de la gendarmerie de La Réunion et la gendarmerie pour la zone de défense et de sécurité du sud de l'océan Indien, et, le titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché, et, qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire sera portée devant le :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LA RÉUNION

27 rue Félix Guyon

BP 2024

97488 Saint-Denis Messag Cedex

E-mail : greffe.ta.saint-denis-de-la-reunion@juradm.fr.

Tél. 02.62.92.43.60. Fax 02.62.92.43.62.

Les différends ou litiges susceptibles de survenir en cours d'exécution du présent marché peuvent être soumis au Comité Consultatif de Règlement des litiges, conformément aux dispositions de l'article L2197-1 et R2197-1 du code de la commande publique.

9.4.3 Résiliation du marché

Les articles 38 à 45 du CCAG/FCS sont applicables au marché. De plus, le marché sera résilié aux torts du titulaire, sans indemnité, s'il se trouve dans la situation prévue à l'article 41.

En cas de défaillance avérée du titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, en application des dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS.

ARTICLE 10 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 7.5.1, du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS relatif aux pénalités pour retard.